



COMMUNIQUÉ

Crédit Impôt Compétitivité Emploi L'opacité sur cette distribution d'argent public doit cesser ! « Le verrou de Bercy » est inadmissible !

Dans le cadre de la journée nationale de mobilisation interprofessionnelle du 9 avril, les organisations syndicales du 93 ont tenu un point presse sur le parvis de la préfecture (voir introduction unitaire ci jointe). Cette initiative avait pour objectif de mettre en lumière le coût exorbitant, pour des résultats économiques et sociaux inexistant du dispositif Crédit Impôt Compétitivité Emploi. Pour la Seine Saint Denis en 2013 plus de 100 millions d'euros de cadeaux fiscaux ont été octroyés aux entreprises alors que chômage ne cesse de progresser pour atteindre plus de 160.000 personnes. Et tout porte à croire que le CICE va connaître une courbe ascendante en 2014.

Les organisations syndicales de la Seine Saint Denis avaient sollicité un entretien avec le Préfet pour réclamer la totale transparence sur la destination des fonds du CICE dans le 93. M. Philippe Galli a enfin reçu une délégation. Le Préfet de la Seine Saint Denis a confirmé le secret entourant les destinataires du CICE, en invoquant l'argument du secret fiscal, argument et verrouillage de l'information provenant de directives du Ministère de l'économie ! Cette opacité entourant l'utilisation d'argent public est proprement scandaleuse et s'appuie sur des arguments fallacieux.

Ce « verrou de Bercy » dénigre le droit des citoyens et des salariés à posséder tous les éléments s'agissant de l'utilisation de l'argent public, et est une entrave aux missions des organisations syndicales.

Les organisations syndicales de la Seine Saint Denis sont déterminées à ne pas en rester là. Dans un contexte de restriction drastique des moyens alloués aux politiques publiques et de crise sociale aigüe, il est de plus en plus scandaleux de maintenir un dispositif aussi coûteux qu'inefficace et une telle opacité. Pour l'emploi, les salaires, les services publics il faut changer radicalement de logiciel et en finir avec cette politique de « l'offrande » aux patrons et de l'austérité pour les salariés. Ce d'autant que notre département souffre d'un manque cruel d'investissement et d'emplois dans les services publics (santé, éducation, transports et sécurité pour ne citer que les plus significatifs).

Le CGT, FO, FSU, Solidaires ne manqueront pas de prendre de nouvelles initiatives pour faire « sauter » le verrou de Bercy et faire respecter les droits des salariés!

Bobigny le 10 avril 2015